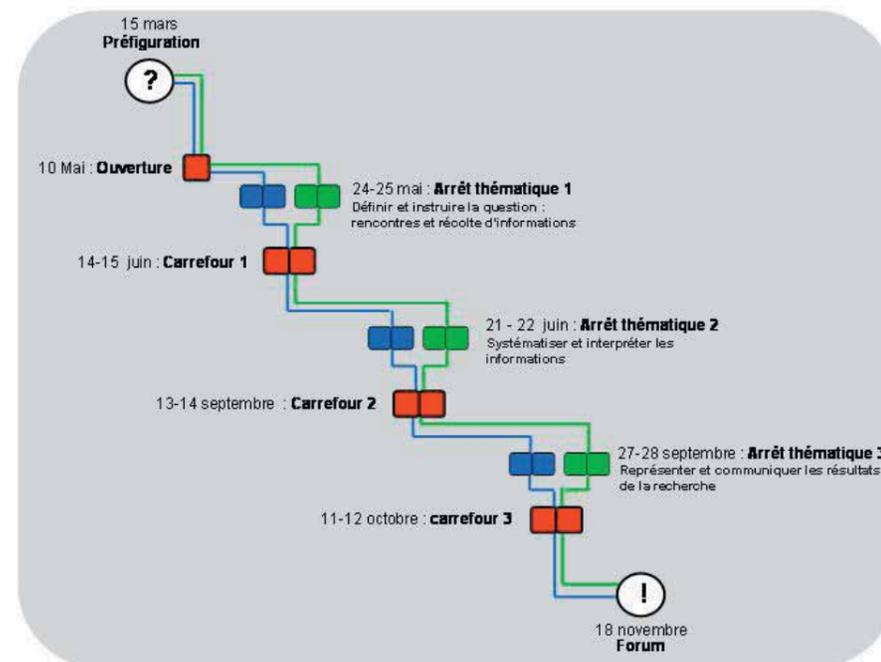


Schéma pour la formation 2004

Comme en 2002 et 2003, l'organisation du cycle 2004 adopte la dynamique d'un réseau formé à partir de deux types de rencontres : les arrêts des lignes thématiques et les carrefours de la ligne rouge.



Les lignes thématiques
6 jours de recherche action et de capitalisation

La ligne rouge
7 jours de carrefour et 1 forum

Chaque ligne est porteuse d'une question spécifique identifiée préalablement et se rapportant à la gestion urbaine de proximité. Les participants, par sous-groupe, étudient comment cette question est traitée sur différents territoires «ressources» qui se sont proposés pour les accueillir.

Modalités de travail :

- Instruire la question et collecter l'information : découverte du territoire et rencontre avec les acteurs locaux
- Traiter et interpréter l'information
- Produire des représentations communicables aux différents moments de la recherche

Chaque groupe réalise :

- Un numéro thématique du bulletin Espaces Publics
- Une restitution du travail sous une forme à déterminer, présentée lors du forum de novembre.

A qui s'adresse la formation ?

Techniciens des collectivités locales (Villes, aggro, région...), membres des équipes «Politique de la ville - Bailleurs - Intervenants sociaux - Habitants, représentants d'associations, de comités de quartier..., animateurs de classe de ville - Elus

L'ensemble des participants se retrouve lors des journées carrefour pour échanger les expériences et approfondir les contenus et les méthodes. Ces Journées carrefours constituent le « fil rouge » de la formation.

Modalités de travail :

- Exposés et échanges d'expériences,
- Apports de méthodes et construction d'outils.
- Mise en commun du travail réalisé dans les lignes thématiques.

Chaque rencontre donne lieu à l'écriture d'un numéro d'espaces publics qui rend compte des thèmes abordés et des débats.

A l'issue du cycle, un forum rendra compte du travail. Il sera l'occasion d'associer toute personne intéressée par ces questions et d'ouvrir le débat.

Pour s'inscrire à la formation :

Pour toute information en concernant les conditions de participation et les modalités de prise en charge, contacter Anne Lescieux : Tel : +33 (0)3 20 21 93 93 - anne.lescieux@fuapl.asso.fr



Les arrêts du réseau

15 mars :
atelier ouvert de préfiguration

Mai
11 : Ouverture de la formation
24-25 : arrêt thématique

Juin
14-15 : carrefour 1
21-22 : arrêt thématique 2

Septembre :
13-14 : carrefour 2
27-28 : arrêt thématique 3

Octobre :
11-12 : carrefour 3

18 Novembre :
forum de clôture

Coordination de la formation

Habitat et Développement
UCL - Unité d'Urbanisme et Développement Territorial
Place du Levant, 1 - B-1348 Louvain-la-Neuve
Site web : <http://www.urba.ucl.ac.be/hd>

Contact : Julie Denef
Tél. : +32 (0)10 47 92 20
denef@urba.ucl.ac.be

«arpenteurs»
Place des Ecrins, 9 - F-38600 Fontaine
Site web : <http://www.arpeurs.fr>

Contact : Pierre Mahey
Tél. : +33 (0)4 76 53 19 29
contact@arpeurs.fr

Institut Social Lille Vauban
Campus St Raphaël, Bat C
83, Boulevard Vauban - F-59044 Lille Cedex

Contact : Anne Lescieux
Tel : +33 (0)3 20 21 93 93
anne.lescieux@fuapl.asso.fr

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

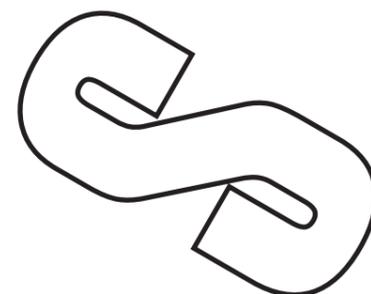
Ebtihaj ABOUTI, Bernard DECLEVE, Julie DENEFF, Carole LEMAIRE, Anne LESCHIEUX, Pierre MAHEY, Amélia RIBEIRO, Andréa URBINA PADIN, Francis VAN ISEGHEM

Sources photographiques :

arpenteurs, IBGE, H&D

Editeur responsable :
Habitat et Développement - UCL

ESPACE PUBLICS 23



Mars 2004 ESPACE



FORMATION À L'ANIMATION D'ESPACES PUBLICS URBAINS

Contenu et programme du Cycle 2004

Le cycle 2004 se prépare dans un contexte de renouvellement urbain en constante évolution, mais où la question de l'espace public reste posée dans ses multiples dimensions : citoyenne, sociale, institutionnelle, économique et spatiale. Le cycle 2002 avait permis de définir le concept de «chaîne d'animation» de la participation, tandis que l'édition 2003 a posé la question des représentations de l'espace public en projet. Au fil des rencontres de l'intersaison avec les acteurs de différents territoires, nous avons noté un intérêt pour la question de la gestion urbaine de proximité aux lisières ou dans les interstices de la ville. Nous proposons d'en faire de le thème de l'année 2004.

Alors que l'étape de programmation des projets de renouvellement urbain est clôturée sur le terrain et que les dossiers sont partout «dans les tuyaux des procédures», les animateurs du développement local se retrouvent confrontés à l'éternelle question de la proximité et de l'adaptation des services collectifs à la conception qu'on en a. Cette question se pose avec une intensité particulière dans certains interstices et lisières de la ville en projet, qui verront leurs paysages radicalement transformés dans les années à venir et dont les habitants risquent de devenir les lais-

ser pour compte de la transformation en train de s'opérer : espaces bâtis ou non bâtis, jardins ouvriers, délaissés urbains, pieds d'immeubles. Quand le regard se conjugue au présent de la vie quotidienne, il permet d'observer dans ces lieux de multiples façons de «dire et de faire la ville»; des expériences à capitaliser, des savoir-faire à mutualiser, et des méthodes à développer.

Plus encore que les années précédentes, la formation n'a pas pour objet de fournir les recettes de ce qu'il faut faire pour réussir à animer un espace public de débat. L'attente d'échange d'expériences et le désir d'ancrer la formation sur la réalité des territoires invitent plutôt à une démarche de recherche-action.

Réuni en atelier à Lille le 15 mars 2004, un groupe de travail a précisé les contenus et les méthodes de ce nouveau cycle. Ce bulletin propose une synthèse de cette journée. Il pose aussi un premier regard sur les questions qui seront travaillées et présente le programme de l'année.

Les questions sont ouvertes, à chacun maintenant de les relier à sa pratique et à son territoire.

J.D.

Les lisières et interstices de la ville

Elles ne sont plus de la forêt, pas encore de la prairie, entre les deux, aux limites. Encore à l'ombre des arbres, déjà à la lumière du découvert. Malgré leur manque d'épaisseur, c'est le lieu de croisement du plus grand nombre des vivants. Ils n'y habitent que rarement, mais viennent y observer l'étrange.

Boulevards, glacis, parkings, friches industrielles ou délaissés sans fonction propre, espaces interstitiels, à la limite du quartier, la ville est emplie de lisières. Mais au contraire du paysage rural où la lisière est investie d'un rôle de séparation foncière qui lui confère un enjeu fondamental, il semble que la ville délaisse ses orées au point que celles-ci deviennent des ruptures.

L'avenue, entre deux quartiers de banlieue, est qualifiée de fracture urbaine. Alors qu'elle fait le lien avec le reste du monde. Comme la voie ferrée ou le canal. Les représentations de la ville sont figées sur une écriture de la centralité. On ne peut concevoir l'urbain autrement que par un développement centré sur la place du village, son église et sa mairie.

Pourtant les usages sont tout autres. La mobilité permanente des gens dans toutes leurs activités construit des flux et des concentrations de personnes et d'usages qui ne sont plus du tout centrées. Nous sommes en perpétuels mouvements et animons des organisations urbaines aux lieux d'influence changeants et linéaires plutôt que ponctuels.

Si l'action publique a très peu investi ces lieux, si la plupart restent des béances où le non droit est assez tranquillement installé, les logiques économiques ont depuis longtemps choisi ces espaces pour y implanter leurs temples. La grande distribution est trop heureuse de pouvoir profiter de ces lieux sans valeur déclarée et pourtant tellement adaptés à ses besoins. Loin des centres étriés et réglementés, accessibles rapidement par les liaisons routières, spacieux et bon marché, ces territoires relégués sont des aubaines.

Regardons aussi les jeunes, sur leurs scooters, qui surveillent la ville en s'installant aux lisières. Ils peuvent ici garder toute leur impertinence sans risquer de réactions trop vives, ils gardent aussi le champ ouvert, prêts à déguerpir s'il le fallait, ils sont ainsi au fait de tout ce qui se passe dans les quartiers d'autour.

Dans la ville dense, l'écriture de la centralité produit elle-même ses propres interstices qui s'inscrivent dans l'épaisseur ou la profondeur des tissus de la ville. Les lisières deviennent chancres urbains, espaces perdus, étriés, abandonnés... terrains fertiles pour les dépôts clandestins et l'occupation sauvage, vecteurs d'insécurité et d'inconfort pour les quartiers

Partout ces espaces interstitiels sont critiqués. Ils sont devenu le refuge du mauvais. L'insécurité vient forcément de ces repaires. La ville hygiénique doit s'en défendre, l'action publique doit y remédier...



Partout s'engagent des actions lourdes et difficiles pour une meilleure Gestion Urbaine de Proximité, pour la résorption des accumulations d'encombrants, pour empêcher l'installation des gens du voyage, interdire le squat, gommer les tags... Les friches urbaines sont les territoires du dragon, St Georges doit se battre au sein même de la ville.

Parions que ces territoires sont potentiellement les prochains espaces publics. Ils n'appartiennent à personne, ils peuvent donc être à tout le monde. Ils peuvent être les lieux de développement de projets collectifs au-delà de tout communautarisme ségrégatif. Ils peuvent accueillir mixité et pluralité, délibération et coproduction.

Si les processus de participation ont beaucoup investi le projet urbain ces dernières années, il convient sans doute de maintenant prendre en compte ces lisières comme des lieux de cohésion sociale, de projet collectif et citoyen. Paradoxalement, il nous faut inventer les espaces publics symboliques sur les friches sans valeur de l'entre deux, jusqu'à sans doute les faire devenir premières.

P.M.

Gestion urbaine de proximité : regards d'acteurs sur la question

Les projets de gestion urbaine de proximité cherchent l'amélioration du cadre de vie dans les petites échelles urbaines. Ils peuvent traiter du « bon fonctionnement global » d'un quartier, de la gestion d'un parc ou de l'amélioration de la circulation aux abords d'une école. Ce qui caractérise la GUP est le rapport à un territoire spécifique et une approche qui associe la dynamique sociale à la dimension aménagement et entretien des espaces. Si les enjeux de la gestion urbaine semblent reconnus les méthodes sont à réinventer, adapter sans cesse en fonction du contexte; les expériences sont à partager...

«Cassez du collectif, reconstruisez de l'individuel, saupoudrez de quelques équipements et d'un peu d'aménagement d'espaces publics, secouez le tout et hop vous aurez renouvelé la ville et ses quartiers, réglé les phénomènes de relégation. La recette du renouvellement urbain (qui réglerait beaucoup de nos problèmes) est-elle si simple?

En ces temps où les morphologies urbaines des grands ensembles nous agressent, la tentation est forte de ne s'attacher qu'au dessin du projet. Mais qu'est-ce qu'un bon projet ? Et si le bon projet était celui qui reflète les usages à venir de la ville. Un projet qui articulerait la vision spatiale du dessin et des usages qu'il induit et une vision temporelle qui tient compte des personnes et des usages qu'elles feront des lieux.

C'est dans cette approche que l'on peut discerner les enjeux de la Gestion Urbaine de Proximité. Un projet d'équipement est indissociable de son projet de fonctionnement. Son intérêt réside dans la capacité qu'aura l'équipement à développer ou à qualifier un service au public. De la même manière, le projet de renouvellement urbain n'a de sens qu'à travers les usages qui s'y développeront. Ainsi, les perceptions, l'appropriation, l'identité, desquels découleront les usages, les pratiques et le vécu sont des éléments sensibles qui influencent dans le temps les fonctionnements de la ville. Ce sont ces éléments sensibles du projet et la façon dont ils sont articulés au dessin qui nous éviteront de retomber dans des spirales déqualifiantes.

Ainsi, la Formation à l'Animation d'Espaces Publics Urbain peut aider à sensibiliser les acteurs sur les nécessités d'une démarche globale de gestion urbaine de proximité et ainsi redonner du sens aux projets de renouvellement urbain.»

RENCONTRE AVEC ANDRÉA ET EBTI À L'IBGE (1)

L'IBGE est l'interlocuteur des habitants de Bruxelles pour tout ce qui concerne leur milieu de vie : l'air, les espaces verts, les déchets, la pollution des sols... Andrea et Ebti travaillent dans la «Cellule d'accompagnement social» de projets de la Division Espaces Verts. Ce service a été créé dans le contexte de la revitalisation urbaine, dans le but d'associer le plus étroitement possible les habitants et les responsables communaux dans la création d'espaces publics, d'espaces verts de quartier.

Il s'agit de développer une politique de proximité qui doit avoir un impact direct, sensible, sur l'environnement des habitants. Il a été constaté que les projets d'aménagement qui ont bénéficié d'un accompagnement social connaissent moins de dégradation et de vandalisme. Il existe une appropriation positive de l'espace public par ces usagers. Le parc est vu comme une continuité de sa propre maison.

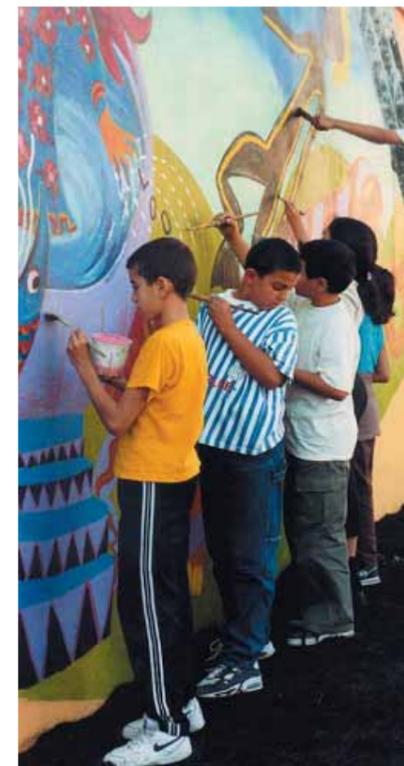
L'accompagnement social de projet doit travailler étroitement avec les architectes paysagistes de l'IBGE, les urbanistes, les associations sociales de terrain, les comités d'habitants, les pouvoirs locaux et les structures qui œuvrent pour la défense et la prise en compte de l'environnement à Bruxelles.

Le parc de Bonnevie et le square du Laekenveld à Molenbeek St-Jean, La Rosée à Anderlecht ont été aménagés dans cet esprit.

Dans le cadre des contrats de quartier, la Cellule d'accompagnement social de projets a été invitée à participer au groupe qui réfléchit sur un projet de gestion pour le Parc St François, dont nous avons pu suivre les enjeux de programmation participative avec Magali et Véronique lors du cycle 2002 de la formation(2).

Andrea et Ebti nous ont fait part de leur souhait d'échanger leurs expériences et réflexions. Elles nous en livrent quelques-unes :

- Comment soutenir la participation des habitants et associations dans la durée, alors que ceux-ci se sont mobilisés sur l'opportunité du projet



et que la réalisation effective arrive beaucoup plus tard?

- Quelle est la place de l'animateur quand les associations locales ne sont pas mobilisées sur ce thème?

- Comment intéresser à la gestion de ces espaces publics les usagers qui ont d'autres priorités à gérer au quotidien?

- Comment «motiver» les paysagistes et architectes à collaborer avec la population?

- Comment se situer parmi les stratégies d'acteurs : rôle indispensable du contre pouvoir, poids de la parole organisée, et pas forcément représentative par rapport à celle des populations démunies...

- Comment prendre en compte de possibles évolutions d'un espace (évolution de la population, pression immobilière)?

- Comment faire «durable» sachant que les parcs de proximité doivent être revus au bout de 10 ans?

(1) Institut Bruxellois pour la gestion de l'Environnement
(2) Voir les bulletins «EspacesPublics» n° 13 et 20 et les récits «Et la lumière revint...» de Véronique Lechien et «Le parc saint François : nœuds à nouer et renouer» de Magali Verdier dans la collection Récits 2000 <http://www.urba.ucl.ac.be/hd/ep/Cycle2002.htm>

La recherche-action

La recherche-action s'est développée dans le cadre de la psychologie sociale (Kurt Lewin) dans les années '40-'45 en réaction à la séparation entre les logiques de connaissances et de l'action. Elle s'appuie sur une logique dialectique entre la théorie et la pratique. Les participants sont invités à s'engager dans une même aventure de recherche et d'apprentissage.

La recherche-action interroge les moyens et le sens de l'action menée en vue de l'améliorer, de la transformer, et de faire évoluer les modes de faire. Elle s'appuie sur les savoirs de l'expérience susceptibles d'être transférés dans les pratiques.

La définition d'une question de recherche, l'analyse et l'interprétation collective dans un cadre théorique, la mise en place de stratégie en vue d'influencer la pratique sont des étapes de la recherche-action.

Pour mener une recherche action, des conditions sont nécessaires :

- Avoir un espace délimité et un calendrier précis
- Constituer un groupe composé d'acteurs de terrains, et de chercheurs impliqués
- Constituer des supports (documentaires, récits d'expériences, etc.)
- Une rigueur méthodologique mais qui laisse place à l'imprévu et à l'événement qui transforment les règles du jeu

Pour aller plus loin :

RESWEBER Jean-Paul, *La Recherche-Action*, Éditions PUF, coll. Que sais-je ? n° 3009, France, 1995.

DESROCHE Henri, *Les auteurs et les acteurs*, pp 39/64, Communautés. Archives de Sciences sociales et de la Coopération et du Développement, n°59, 1982.

DESROCHE Henri, *La recherche coopérative comme recherche-action*, pp9/48, Actes du colloque R-A de Chicoutimi, UQAC, octobre 1981.

A.L.

